

Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 20

DE LYON

Mercredi 20 Janvier 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES ABONNEMENTS PARTENT DE 4 FR. 50 DE CHAQUE MOIS

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES
A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République.
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent.
le N°

ADMINISTRATION et REDACTION : 3, Rue Stolla (à l'entresol)
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

5 cent.
le N°

ABONNEMENTS.
Lyon et département limitrophes... 5 fr. 10 fr. 20 fr.
Autres départements... 6 » 12 » 24 »
Etranger (Union Postale)... 8 » 18 » 36 »

FAITS DU JOUR

La Chambre a continué la discussion du rachat des Compagnies du Midi et de l'Ouest.

Le Sénat a examiné la question des bureaux de placement.

Un attentat anarchiste a été commis à la Scala de Milan. Un lieutenant a été poignardé.

Les nouvelles de la colonie allemande des Herreros sont très mauvaises; l'insurrection est triomphante.

Malgré toutes les recherches, le ministère n'a rien

avantageux ; M. Bourrat prétend qu'il ne cotisera rien au Trésor ; n'en disait-on pas au contraire 25 millions ? (Brut.)

M. Pichon cite que 401 Chambres de commerce, 4 chambres consultatives de l'agriculture, 8 Conseils généraux de la région de l'Ouest ont voté des vœux contre le rachat.

M. Pichon. — L'Etat augmentera plutôt que de diminuer le nombre des employés. Quand viendra-t-il, en cas de rachat, des actions et obligations de railways s'élevant à 23 milliards, si le Trésor est obligé de les rembourser, de décaisser des valeurs d'Etat ? Il fera passer les valeurs d'Etat existantes, car cette émission sera un véritable emprunt.

L'Etat est un mauvais industriel. En Belgique et en Suisse le rachat n'a pas donné de bons résultats. Il s'agit d'une question de principes et non d'une question d'espèces ; ou le rachat est bon et il faut l'effectuer d'une façon générale, ou il est mauvais, et d'une façon locale. Il faut imposer à toute la région l'appropriation à telle ou telle région.

M. Pichon envisage avec crainte une spéculation portant sur 23 milliards ; il faut bien plus se préoccuper du crédit public que des fortunes privées (applaudissements à droite et sur divers bancs).

DISCOURS DE M. LHOPEAU

M. Lhopiteau vient soutenir la cause du rachat.

M. Lhopiteau. — Ce n'est pas faire une expropriation que de considérer sur la tête des actionnaires et obligataires l'intérêt de leurs créances. Je suis adversaire de la nationalisation des railways, mais je voudrais voir construire un réseau de l'Etat servant de modèle aux Compagnies.

M. Lhopiteau. — Depuis 1883, la Compagnie de l'Ouest a en recours chaque année à la garantie d'intérêt et elle cotise à l'Etat de ce fait 40 millions chaque année ; elle doit à l'Etat 40 millions. La Compagnie recouvrera-t-elle cette somme ? Dire que la Compagnie a fait depuis 3 ans son exploitation meilleure n'est pas une raison suffisante pour justifier le maintien de la situation actuelle. En 1893 la Compagnie de l'Ouest ne pourra pas faire face à ses obligations. L'Etat sera obligé de substituer à elle pour désintéresser les obligataires ; pourquoi ne pas le faire immédiatement, sans payer chaque année, d'ici-là, à la Compagnie une garantie d'intérêt de 4 millions (applaudissements).

M. Lhopiteau expose la gestion des chemins de fer de l'Etat à côté de celle des Compagnies privées ; il trouve que ces dernières sont bien inférieures aux premières.

M. Lhopiteau. — La Compagnie de l'Ouest est au-dessous de ses affaires ; lorsqu'elle met des obligations, elle emprunte avec la garantie de l'Etat. (Applaudissements sur quelques bancs, bruit, protestations à droite.)

M. Lhopiteau montre enfin les avantages qu'il aurait pour le public de l'établissement d'un grand réseau d'Etat. M. Beaurgard nie, à l'encontre de l'affirmation de M. Bourrat, que l'Etat gagnerait au rachat 8 millions. Il dit que c'est aussi une erreur que de montrer les Chambres de commerce montrant la plus grande bienveillance à l'égard des Compagnies de railways.

M. Aynard : C'est un conflit permanent.

M. Beaurgard critique le rapport Klotz ; comme il reproche au rapporteur de faire une petite guerre aux Compagnies et que l'autre part constate qu'en 1903 la Compagnie de l'Ouest soit hors d'état de faire face à ses affaires, MM. Klotz et Bourrat protestent énergiquement.

M. Beaurgard reproche à M. Klotz d'avoir établi de la confusion dans ses calculs, particulièrement pour les recettes brutes avec les recettes kilométriques.

M. Beaurgard : L'Etat a fait une convention avec la Compagnie de l'Ouest ; il ne l'a pas allé jusqu'à dire, car si on fait le rachat il y aura toute une série de profits.

L'orateur invite la Chambre à ne pas prodiguer les concours de l'Etat. (Applaudissements au centre et à droite.)

On renvoie à jeudi la suite de la discussion ; la séance est levée à 6 h. 15.

LES BUREAUX DE PLACEMENT Au Sénat

Paris, 19 janvier.

La séance est ouverte à 3 heures 10, sous la présidence de M. Fallières.

L'urgence est déclarée pour la proposition concernant les bureaux de placement. M. Laterrade demande que l'on vote sans modification la proposition adoptée par la Chambre.

M. Th. Girard défend les placeurs qui ont été accusés sans preuve. M. Girard voudrait que la loi indiquât que l'indemnité sera égale au prix de vente de l'office à l'familie, en cas de conflit des tribunaux prononceraient.

La discussion générale est close.

On passe à la discussion des articles. M. F. Martin développe un amendement reprenant dans ses grandes lignes la proposition votée par la Chambre. M. Martin reproche à la commission de traiter les placeurs comme des expropriés, alors qu'il ne s'agit que de leur donner l'autorisation gratuite qui leur fut donnée.

L'orateur demande au Sénat de donner satisfaction aux revendications populaires.

M. Aucouin se déclare adversaire de la suppression des bureaux de placement, il rappelle les accusations portées depuis vingt-deux ans contre les bureaux de placement. Il ne voit dans la suppression des bureaux de placement payants que la

domination absolue des syndicats sur les ouvriers. C'est, ce qui explique les désordres et les émeutes de cette dernière période.

M. Aucouin. — Au cours des différentes années, en 1891, tous les renseignements recueillis, notamment dans les différentes branches de l'alimentation, sont favorables aux bureaux payants. Des abus ont été commis, mais la plupart du temps, imputables à des bureaux illégitimes.

Les bureaux de placement doivent continuer d'exister tout en assurant l'insitution de bureaux gratuits. Si le rapporteur va jusqu'à admettre la suppression facultative, c'est qu'il veut faire des concessions réclamées par la Chambre.

M. Provot. — N'en faites pas vous-mêmes.

M. Aucouin. — Elles sont nécessaires ; la commission a constaté ainsi que certains bureaux privés prélèvent des primes vraiment exagérées.

M. Gaurju. — Pourquoi ne reviserait-on pas alors les tarifs ?

M. Aucouin. — Peut-être, mais la raison qui nous a déterminés est que le salariat doit être appliqué à tout prébêtement ; mais il y a des bureaux, comme ceux de domestiques, qui ne peuvent être remplacés par des syndicats.

M. Aucouin accense les bureaux municipaux de ne pas rendre aucun renseignement sur les domestiques qu'ils placent.

M. Aucouin. — L'enquête faite auprès des préfets, sous-préfets, maires, commissaires centraux, a montré que la majorité des personnes consultées était favorable au maintien du statu quo ; si quelques-uns ont réclamé des modifications, il y en a peu qui se soient prononcées pour la suppression. Ce n'est pas parce que Paris le veut, qu'il faut obliger les municipalités de province à des frais en supprimant les bureaux qui les possèdent.

En terminant, M. Aucouin invite le Sénat à s'en tenir à la suppression facultative de la loi de 1893, point la suppression des bureaux payants.

On renvoie à jeudi la suite de la discussion ; la séance est levée à 6 h. 15.

L'ENQUÊTE HUMBERT

Paris, 19 janvier.

La commission d'enquête sur l'affaire Humbert a entendu M. Labori qui a déclaré qu'il n'a jamais dit qu'il y avait des complications politiques et qu'il a simplement fait allusion à la puissance des relations de la famille Humbert dans le monde politique. Il ne peut suspecter personne de complicité, d'autant plus qu'il a plaidé qu'il n'y avait pas de coquetterie.

Elle a entendu M. Bigault de Grandpré qui a répété qu'en sa présence Gustave Humbert, au soir d'un dîner, aurait dit à Marie Daurignac qu'il ne s'opposait pas à son mariage avec les Crawford.

La proposition Berthoud tendant à décider que la Commission entendrait Thérèse Humbert a été repoussée, mais la commission a chargé son président, M. Delarue, d'aller trouver Thérèse Humbert dans sa prison et de lui demander si elle avait des déclarations à faire à la commission, ou si elle accepterait de répondre à un certain nombre de questions ; si la réponse de Thérèse est affirmative, la commission désignera un délégué qui ira recevoir sa déposition.

CHEZ LES RADICAUX-SOCIALISTES

Un article de M. Germain-Réache

Paris, 19 janvier.

De M. Germain-Réache, dans l'Éclair, à propos de son élection à la vice-présidence.

Des radicaux-socialistes, des radicaux m'ont offert la candidature à la vice-présidence de la Chambre, et je l'ai acceptée, sans me préoccuper de ceux qui, par la suite, voteront ou ne voteront pas pour moi. Comme nous étions six candidats pour quatre postes, la défaite de deux candidats était certaine. Que les partisans des candidats non élus regrettent l'échec de ces derniers, c'est chose bien naturelle, mais rien ne justifie ni leurs violences, ni leurs insultes.

Les injures ne sont pas des raisons et il y en a qui honorent ceux qui les reçoivent. J'ai toujours su me faire respecter. J'ai été sur le terrain un nombre de fois appréciable : six fois, dont trois avec des hommes qui maintiennent les armes de main de maître. Trois fois j'ai eu les chances du combat ; deux fois le sort m'a été contraire ; une fois il m'y eut pas de résultat. Mais je dois dire que, toutes les six fois, j'ai eu affaire à des hommes honorables. Je n'ai donc pas de preuve à faire en matière de courage, et il y a des insultes auxquelles je peux dédaigner de répondre. Voilà une procédure à laquelle je n'entends pas recourir.

C'est dit, je vais montrer que j'avais plus d'une bonne raison pour ne pas renoncer à ma candidature. Et d'abord, si beaucoup de collègues m'ont demandé d'être candidat, personne ne m'a demandé de ne pas l'être.

Mardi matin, le président du groupe radical a rendu compte à ce groupe, dont je fais partie, de ce qui s'était passé à la délégation des gauches. Il a exposé que la délégation avait décidé de maintenir le bureau sortant. J'ai demandé ce que ce bureau sortant avait demandé et que ce bureau sortant avait demandé.

M. Dubief, l'un des six candidats. Il me fut répondu qu'on ignorait ce que ferait M. Dubief. J'ai alors répliqué que je conformerais ma conduite à la sienne, que s'il refusait, sa candidature, je retirerais la mienne, que s'il maintenait la sienne, je maintiendrais la mienne.

Il enveloppait sa vie, et elle n'avait pas le courage de s'en offusquer ; et, parfois, elle avait comme l'impression que c'était un bon ami qui veillait sur elle. Et lui, était tout heureux de constater, chaque jour, car il arrivait à la voir presque chaque jour, l'absence de toute amitié dans cette jeune existence féminine : c'était presque une reclus, en dehors de ses courses à Paris. Sa chambrette, dont maintenant il connaissait la fenêtre, sa petite tournee chez ses fournisseurs, un bout de promenade au bord de la Seine, la journée finie... puis le repos, assez vite ; car il avait constaté aussi que sa lumière ne brûlait pas longtemps... Et toute son

existence s'écoulaît là, admirablement pure et travaillée, dans un périmètre guère plus grand qu'un couvent. Une petite exception, le dimanche : elle s'avancant un peu vers Billancourt... mais toujours seule... Et ce serait peut-être bien un dimanche qu'il osait l'aborder, lui dire : « Vous êtes seule dans Paris... je suis seul aussi... » Mais il osait à peine rêver à ce qu'il dirait après, parce qu'il sentait bien que ce n'était pas de la simple amitié qu'il avait à lui offrir. Il s'était pris à cette sympathie protectrice qu'il lui accordait d'abord ; elle occupait toutes ses pensées.

Jarroux, enfin revenu de sa villégiature à Chevreuse, le blaguait : — Vous, mon petit, on ne vous voit plus... Où allez-vous donc sans cesse ? Et il aboutissait à la même conclusion que Darrans : — Prenez garde ! Vous êtes un tendre ; vous vous ferez pincer ! Et, plus d'une fois déjà, Darrans avait remarqué ses distractions pendant la visite, ou les leurs soudaines de son regard ; et, sans vouloir y insister, il lui disait : — Attention, vous ! Vous sentez l'amour... Et l'amour, à Paris, n'a jamais été qu'une bêtise.

Comme il se riait d'eux ! Comme il les dédaignait d'éprouver cette éter-

l'honorable M. Dubief ayant maintenu sa candidature, comme s'était son droit, j'ai maintenu la mienne, comme c'était aussi mon droit le plus absolu.

M. Germain-Réache termine ainsi :

Que le socialisme soit propagé, proclamé par des hommes politiques, c'est leur droit. D'autres hommes politiques les combattent, et nous n'y manquerons pas pour notre part. Nous opposons la doctrine à la doctrine, nous défendons la propriété individuelle et le culte de la patrie. C'est aussi notre droit, j'imagine, mais ce qui est intolérable, c'est que toutes les forces gouvernementales d'une colonie ou d'un département soient mises au service de la propagande de telle ou telle doctrine, au service de tel ou tel parti.

Je n'avais donc pas de raison, au point de vue de la politique de mon département, pour me retirer devant la candidature que mes adversaires me reprochent d'avoir fait échouer. Mais j'en avais encore bien moins au point de vue de la politique générale.

Je suis de ceux qui croient que le rôle du gouvernement doit être un rôle d'arbitre entre les partis qu'il ne peut, ni ne doit remettre toutes ses forces aux mains de tel ou tel parti. Mais j'en suis encore bien plus convaincu, quand il s'agit d'un parti qui proclame que les articles fondamentaux de son programme sont : le collectivisme et l'internationalisme.

Ni au point de vue local, ni au point de vue général, on n'a le droit de me reprocher d'avoir accepté la candidature à la vice-présidence de la Chambre. Si je n'ai pas interpellé sur la situation politique à la Guadeloupe, c'est uniquement en vue de ne pas ajouter aux difficultés de l'heure présente. Mais l'on ne peut pourtant pas me demander des actes de déférence excessive vis-à-vis du chef d'un parti qui traite mes amis comme je viens de le montrer.

LE CROISEUR « SULLY »

Paris, 19 janvier.

On mande de Toulon que la commission des recettes du Sully a prononcé la recette de l'artillerie de ce bâtiment, dont les essais officiels sont terminés.

Une dépêche de Cherbourg dit que le cuirassé russe *Empereur Nicolas I* et le contre-torpilleur *Abrek* ont quitté cette ville se rendant en Extrême-Orient.

LA GRACE DU COLONEL LYNCH

Paris, 19 janvier.

On se rappelle l'aventure du colonel Lynch qui, après avoir combattu dans les rangs des Boers, fut élu député aux Communes, par le collège de Galway, en Irlande, puis traduit devant les tribunaux, à son arrivée en Angleterre, et condamné à mort.

D'après une dépêche de Londres, le colonel Lynch, qui est toujours en prison, sera mis prochainement en liberté.

LES DÉSORDRES EN ESPAGNE

Manifestations hostiles contre les croisés.

Madrid, 19 janvier.

On mande de Valence que la grève des matelots s'accroît. Plusieurs corps de métiers y ont adhéré. On craint que la grève ne devienne générale.

Les manifestations hostiles contre les croisés continuent. La gendarmerie a dû charger les manifestants.

A l'arragone, des femmes des enfants ont mis le feu à cinq bureaux d'impôt, puis se sont emparées de la comptabilité de la compagnie fermière. La gendarmerie a opéré quelques arrestations.

Les habitants de l'arragone se sont révoltés contre l'impôt de consommation. Des bandes nombreuses parcourent la ville, demandant la destitution de la municipalité.

A LA RECHERCHE DE LA « VIENNE »

Paris, 19 janvier.

L'Echo de Paris a interviewé un officier de marine qui lui a exprimé la conviction que la *Vienna* était perdue.

C'est, du reste, à-t-il ajouté, l'avis de tous les officiers qui connaissent ce bâtiment, qui était beaucoup trop vieux pour transporter des pièces lourdes comme celles des cuirassés de la flotte. Si l'heure actuelle, la *Vienna* était encore à flot, elle aurait certainement été rencontrée par les centaines de bâtiments de tous genres qui circulent sur l'océan Atlantique.

UNE CATASTROPHE A BLOEMFONTEIN

Une trombe. — Trente personnes noyées, 176 maisons détruites.

Bloemfontein, 19 janvier.

Une véritable trombe s'est abattue dimanche après-midi sur la ville. Les bas quartiers ont été inondés.

Il s'est produit des scènes navrantes, maison cite de grands actes de courage. Les inondations ont eu pour cause l'éclatement d'un réservoir, à la suite des pluies anormales de ces jours derniers. Une trentaine de personnes ont été noyées, 176 maisons ont été détruites et 200 personnes sont sans asile.

L'EMPEREUR DU SAHARA

Londres, 19 janvier.

J'ai eu la bonne fortune de me trouver aujourd'hui au *Daily Express* avec le premier homme qui ait accompli le tour de force d'atteindre l'insupportable Jacques I^{er}, empereur du Sahara.

Cet homme extraordinaire est un poète, M. Woodhouse, un nom destiné à passer à la postérité.

On ne partage pas ici l'optimisme qui règne en Europe. On croit que le Japon nommera prochainement des consuls dans les ports mandchoues récemment ouverts par traités avec la Chine.

Une nouvelle conférence des anciens hommes d'Etat aura probablement lieu aujourd'hui ou demain.

Les journaux japonais tournent en ridicule les assurances pacifiques données par le czar au cours des dernières réceptions du nouvel an, et disent que la seule façon de respecter les traités est d'évacuer la Mandchourie.

Les désordres de Chyung-Chyong-Do sont moins graves qu'on ne le supposait. Deux Japonais seulement ont été blessés légèrement.

On mande de Pékin que quatre régiments russes à trois bataillons viennent d'arriver en Mandchourie par chemins de fer. Les officiers russes quitteront Pékin dans dix jours, pour rejoindre les troupes en Mandchourie.

Le gouvernement chinois demande aux autorités russes l'autorisation d'évacuer 45 000 hommes sur la frontière sino-mandchoue afin de maintenir l'ordre.

LE CROISEUR « SULLY »

Paris, 19 janvier.

On mande de Toulon que la commission des recettes du Sully a prononcé la recette de l'artillerie de ce bâtiment, dont les essais officiels sont terminés.

Une dépêche de Cherbourg dit que le cuirassé russe *Empereur Nicolas I* et le contre-torpilleur *Abrek* ont quitté cette ville se rendant en Extrême-Orient.

LA GRACE DU COLONEL LYNCH

Paris, 19 janvier.

On se rappelle l'aventure du colonel Lynch qui, après avoir combattu dans les rangs des Boers, fut élu député aux Communes, par le collège de Galway, en Irlande, puis traduit devant les tribunaux, à son arrivée en Angleterre, et condamné à mort.

D'après une dépêche de Londres, le colonel Lynch, qui est toujours en prison, sera mis prochainement en liberté.

L'OPINION AU JAPON

Tokio, 19 janvier.

On ne partage pas ici l'optimisme qui règne en Europe. On croit que le Japon nommera prochainement des consuls dans les ports mandchoues récemment ouverts par traités avec la Chine.

Une nouvelle conférence des anciens hommes d'Etat aura probablement lieu aujourd'hui ou demain.

Les journaux japonais tournent en ridicule les assurances pacifiques données par le czar au cours des dernières réceptions du nouvel an, et disent que la seule façon de respecter les traités est d'évacuer la Mandchourie.

Les désordres de Chyung-Chyong-Do sont moins graves qu'on ne le supposait. Deux Japonais seulement ont été blessés légèrement.

On mande de Pékin que quatre régiments russes à trois bataillons viennent d'arriver en Mandchourie par chemins de fer. Les officiers russes quitteront Pékin dans dix jours, pour rejoindre les troupes en Mandchourie.

Le gouvernement chinois demande aux autorités russes l'autorisation d'évacuer 45 000 hommes sur la frontière sino-mandchoue afin de maintenir l'ordre.

LE CROISEUR « SULLY »

Paris, 19 janvier.

On mande de Toulon que la commission des recettes du Sully a prononcé la recette de l'artillerie de ce bâtiment, dont les essais officiels sont terminés.

Une dépêche de Cherbourg dit que le cuirassé russe *Empereur Nicolas I* et le contre-torpilleur *Abrek* ont quitté cette ville se rendant en Extrême-Orient.

LA GRACE DU COLONEL LYNCH

Paris, 19 janvier.

On se rappelle l'aventure du colonel Lynch qui, après avoir combattu dans les rangs des Boers, fut élu député aux Communes, par le collège de Galway, en Irlande, puis traduit devant les tribunaux, à son arrivée en Angleterre, et condamné à mort.

D'après une dépêche de Londres, le colonel Lynch, qui est toujours en prison, sera mis prochainement en liberté.

LES DÉSORDRES EN ESPAGNE

Manifestations hostiles contre les croisés.

Madrid, 19 janvier.

On mande de Valence que la grève des matelots s'accroît. Plusieurs corps de métiers y ont adhéré. On craint que la grève ne devienne générale.

Les manifestations hostiles contre les croisés continuent. La gendarmerie a dû charger les manifestants.

A l'arragone, des femmes des enfants ont mis le feu à cinq bureaux d'impôt, puis se sont emparées de la comptabilité de la compagnie fermière. La gendarmerie a opéré quelques arrestations.

Les habitants de l'arragone se sont révoltés contre l'impôt de consommation. Des bandes nombreuses parcourent la ville, demandant la destitution de la municipalité.

A LA RECHERCHE DE LA « VIENNE »

Paris, 19 janvier.

L'Echo de Paris a interviewé un officier de marine qui lui a exprimé la conviction que la *Vienna* était perdue.

C'est, du reste, à-t-il ajouté, l'avis de tous les officiers qui connaissent ce bâtiment, qui était beaucoup trop vieux pour transporter des pièces lourdes comme celles des cuirassés de la flotte. Si l'heure actuelle, la *Vienna* était encore à flot, elle aurait certainement été rencontrée par les centaines de bâtiments de tous genres qui circulent sur l'océan Atlantique.

UNE CATASTROPHE A BLOEMFONTEIN

Une trombe. — Trente personnes noyées, 176 maisons détruites.

Bloemfontein, 19 janvier.

Une véritable trombe s'est abattue dimanche après-midi sur la ville. Les bas quartiers ont été inondés.

Il s'est produit des scènes navrantes, maison cite de grands actes de courage. Les inondations ont eu pour cause l'éclatement d'un réservoir, à la suite des pluies anormales de ces jours derniers. Une trentaine de personnes ont été noyées, 176 maisons ont été détruites et 200 personnes sont sans asile.

L'EMPEREUR DU SAHARA

Londres, 19 janvier.

J'ai eu la bonne fortune de me trouver aujourd'hui au *Daily Express* avec le premier homme qui ait accompli le tour de force d'atteindre l'insupportable Jacques I^{er}, empereur du Sahara.

Cet homme extraordinaire est un poète, M. Woodhouse, un nom destiné à passer à la postérité.

On ne partage pas ici l'optimisme qui règne en Europe. On croit que le Japon nommera prochainement des consuls dans les ports mandchoues récemment ouverts par traités avec la Chine.

Une nouvelle conférence des anciens hommes d'Etat aura probablement lieu aujourd'hui ou demain.

Les journaux japonais tournent en ridicule les assurances pacifiques données par le czar au cours des dernières réceptions du nouvel an, et disent que la seule façon de respecter les traités est d'évacuer la Mandchourie.

Les désordres de Chyung-Chyong-Do sont moins graves qu'on ne le supposait. Deux Japonais seulement ont été blessés légèrement.

On mande de Pékin que quatre régiments russes à trois bataillons viennent d'arriver en Mandchourie par chemins de fer. Les officiers russes quitteront Pékin dans dix jours, pour rejoindre les troupes en Mandchourie.

Le gouvernement chinois demande aux autorités russes l'autorisation d'évacuer 45 000 hommes sur la frontière sino-mandchoue afin de maintenir l'ordre.

LE CROISEUR « SULLY »

Paris, 19 janvier.

On mande de Toulon que la commission des recettes du Sully a prononcé la recette de l'artillerie de ce bâtiment, dont les essais officiels sont terminés.

Une dépêche de Cherbourg dit que le cuirassé russe *Empereur Nicolas I* et le contre-torpilleur *Abrek* ont quitté cette ville se rendant en Extrême-Orient.

LA GRACE DU COLONEL LYNCH

Paris, 19 janvier.

On se rappelle l'aventure du colonel Lynch qui, après avoir combattu dans les rangs des Boers, fut élu député aux Communes, par le collège de Galway, en Irlande, puis traduit devant les tribunaux, à son arrivée en Angleterre, et condamné à mort.

D'après une dépêche de Londres, le colonel Lynch, qui est toujours en prison, sera mis prochainement en liberté.

LES DÉSORDRES EN ESPAGNE

Manifestations hostiles contre les croisés.

Madrid, 19 janvier.

On mande de Valence que la grève des matelots s'accroît. Plusieurs corps de métiers y ont adhéré. On craint que la grève ne devienne générale.

LA VIE LYONNAISE

CHEZ NOS ARTISTES

Avant les Salons. — Les premières. — Manifestations d'art. — Les derniers envois.

Que Lyon se plaigne maintenant d'être arriéré pour les arts !

Aujourd'hui, grand concert de la *Schola Cantorum*, soirée de gala, rendez-vous forcé de tous les amateurs de bonne musique. Demain, « première » de *Trilbador*, aux Célestins, autre succès prédit après la répétition générale.

Demain aussi sonne le dernier délai pour l'envoi des œuvres au salon du quai de Bondy. Vendredi, séance de vernissage du Salon des Artistes Lyonnais.

Tout le monde des lettres et des arts s'intéresse à ces manifestations artistiques et il sera de bon goût de s'y rendre en toilette et d'y « papoter » avec entrain.

Avant l'ouverture des Salons, publiions un « douzième charrette » de condamnés à la censure ou à la critique.

PARIS

Paris, 19 janvier.

Paris, 19 janvier.

Malgré les avis de source japonaise, une meilleure impression se dégage de l'ensemble des nouvelles publiées ce matin.

Aussi le début se fait-il en tendance ferme. Ensuite les dispositions restent bonnes et les transactions sont restreintes; puis tard on reprend à nouveau sur la tenue très favorable de Londres, puis on retombe dans l'inactivité, tout en conservant le terrain acquis.

Clôture ferme : fonds d'état en reprise, actions : excellente tenue des chemins français, chemins espagnols soutenus.

Métropolitain affaibli, sur les ventes provoquées par l'accident d'hier; Thomson et Société générale raffermies.

Le Rio-Tinto profite de la meilleure tendance générale et de la bonne statistique de la quinzaine : cette valeur finit très ferme.

Auriferes plus actives, quelques ventes pour le compte de la spéculation, bien absorbées, pour les achats se produisent et la fermeté s'étend tout ce compartiment.

Berlin ferme, Londres soutenu.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Zafra (Année 1903)

Augmentation totale	200.450 34
---------------------------	------------

Société Versaillaise de Tramways

Recettes de 1903	437.708 36
1902	418.446 68
Augmentation en 1903	19.291 76

Le Gérant: CH. LAMBERT.

mp. WALTHER ET C^e, 3, rue Stella. — Lyon

Galleria Vitt. Em., N°s 2-4-6. MILAN, Via Galileo, N. 24